



Suite au blocage par un groupe de « gilet jaune » du centre des finances publiques de Poitiers, la CGT finances publiques de la Vienne tient à préciser que les agents des finances publiques ne sont pas responsables des politiques des gouvernement successifs. Ils ne peuvent servir de bouc émissaire.

C'est pour cela que la CGT finances publiques 86 condamne les invectives dont ils ont fait l'objet vendredi après midi.

Les agents des finances publiques subissent, comme tous les salarié.e.s, précaires, retraité.e.s, les hausses du prix de l'essence, du gaz, de l'électricité, des loyers. Ils subissent les pertes de pouvoir d'achat.

Dans les accueils, ils sont aussi les témoins des difficultés grandissantes d'une partie de la population.

La fraude fiscale est évaluée entre 60 et 80 milliards par an. Cet argent pourrait servir à améliorer les conditions de vie du plus grand nombre.

La CGT finances publiques est favorable à la diminution des taxes qui sont particulièrement injustes car elles touchent toute le monde de la même façon, indépendamment des revenus. Par contre, elle est pour une augmentation de la fiscalité directe, pour taxer plus fortement les dividendes et les grandes entreprises, et pour le retour de l'ISF. Ces impôts servent à financer les écoles, les hôpitaux, les gymnases, les routes.... Ils pourraient financer aussi le développement des transports en commun.

La CGT finances publiques défend également la présence des services publics sur tout le territoire. C'est pour cela qu'elle est solidaire des habitants et élus du pays gencéens mobilisés contre la fermeture de la trésorerie de Gençay.

Pour un partage des richesses favorable au plus grand nombre, pour sauver la planète, c'est tous ensemble que nous pouvons gagner sans division entre salariés, fonctionnaires, précaire, retraités, sans sexisme ni racisme.